



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 12/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEDE**

5 rue F. Degeorges  
BP 175  
62000 Arras

Références : MD/SV-EQUIPE 4-123-2024  
Code AIOT : 0007002223

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SEDE implanté Route Nationale 30 Lieu-Dit Vers le Pont 62147 Graincourt-lès-Havrincourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'évolution envisagée du procédé de valorisation du biogaz.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEDE
- Route Nationale 30 Lieu-Dit Vers le Pont 62147 Graincourt-lès-Havrincourt
- Code AIOT : 0007002223

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SEDE est spécialiste du traitement multifilières des déchets et développe un service complet autour de la méthanisation et du compostage des déchets organiques.

Le site de Graincourt-les-Havrincourt est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral interministériel du 6 juillet 1999 relatif à l'exploitation d'une unité de compostage modifié, notamment par les actes administratifs suivants:

-arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2010 relatif à l'exploitation d'une unité de méthanisation;

-arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2018 relatif aux meilleures techniques disponibles (site IED)

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant présente en séance son projet de modification du procédé de valorisation du biogaz. Aujourd'hui les installations disposent d'une unité de cogénération visant à transformer le biogaz en électricité à destination du réseau, et récupérer la chaleur fatale à destination des installations. Aujourd'hui, compte-tenu du contexte énergétique et afin d'assurer la pérennité de l'activité, l'exploitant souhaite remplacer l'unité de cogénération par une unité d'injection du biogaz dans le réseau. Une étude de faisabilité réalisée par GRDF conclue à la possibilité de réaliser le projet. Les travaux de raccordement envisagés par GRDF nécessitent 15 mois de mise en œuvre. Pour sécuriser les investissements et permettre l'injection de biogaz dans le réseau à la fin de l'année 2025, l'exploitant remet en séance un rapport à connaissance relatif à la modification envisagée. Par ailleurs, l'exploitant indique que les modifications envisagées permettront de lever les non-conformités relevées au cours de la visite.

L'Inspection s'est engagée à en prioriser l'instruction et apporter une réponse dans les plus brefs délais.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Equipements de secours des éléments de sécurité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Distance d'implantation de la torchère	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4	Sans objet
2	Torchage du gaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10	Sans objet
4	Surveillance du	Arrêté Ministériel du 10/11/2009,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	procédé	article 24	
5	Maintenance de la torchère et de ses équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications envisagées par l'exploitant dans le cadre de la modification du procédé de valorisation du biogaz permettront d'améliorer la situation du site:

- en limitant les périodes d'indisponibilité du procédé de valorisation (temps de maintenance inférieure par rapport à la cogénération) ;
- en mettant en conformité les installations avec les exigences actuelles, notamment concernant la distance d'éloignement de la torchère et le déplacement du groupe électrogène de secours en dehors d'une zone potentiellement impactée en cas de rupture de réservoir ;
- en permettant la consommation du biogaz au plus proche du besoin.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Distance d'implantation de la torchère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Distances d'implantation
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La distance entre les torchères ouvertes et les équipements de méthanisation (digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 15 mètres. La distance entre les torchères fermées et les équipements de méthanisation (prétraitement, digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 10 mètres. La distance entre les torchères et les unités connexes (local séchage, local électrique, local technique) ne peut être inférieure à 10 mètres. [...]
<b>Constats :</b>  Les installations sont encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2010. Il convient de noter que l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 a été modifié par ceux des 8 août 2012 et 14 juin 2021. Dans sa version initiale, l'arrêté ministériel ne dispose pas de distance à respecter entre la torchères et les équipements de méthanisation. La distance entre la torchère et les équipements de méthanisation est inférieure à 10 mètres. Toutefois, la torchère est implantée conformément au dossier de demande de modification de mai 2009, hors des zones définies "ATEX". Conformément à l'article 53 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, "pour les installations autorisées avant le 1er octobre 2012, les dispositions des articles 4 et 52-2 ne sont

pas applicables, à l'exception de leurs extensions, nouveaux équipements, nouveaux bâtiments et nouvelles aires pour lesquels elles sont applicables".

En conséquence, la prescription est respectée.

L'exploitant précise en séance que dans le cadre du projet de modification du procédé de valorisation du biogaz, l'implantation de la torchère sera modifiée afin de répondre à la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Torchage du gaz

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Torchage du gaz

### **Prescription contrôlée :**

[...]

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

[...]

### **Constats :**

L'exploitant présente le bilan de fonctionnement de la torchère pour les années 2023 et 2024.

Pour l'année 2023, la torchère a fonctionné 124h dont 121h pour de la maintenance préventive ou curative des installations et 3h pour une défaillance de l'unité d'hydrolyse.

Pour l'année 2024, la torchère a fonctionné 223h, dont 213h pour de la maintenance préventive ou curative des installations, 4h pour des coupures d'électricité au cours d'orages et 2h à cause du gel.

Il n'est pas constaté d'activation de la torchère pour une durée de plus de 6h en dehors des périodes de maintenance.

Le site dispose d'une capacité de stockage de 2535m<sup>3</sup> (environ 3 tonnes) soit environ 5h30 de production. Compte-tenu que le site dispose d'une torchère à demeure, la capacité de stockage répond à la disposition.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Equipements de secours des éléments de sécurité**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36
--

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques de secours
--

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

[...]

**Constats :**

Les installations disposent d'une installation électrique de secours.

L'installation de secours est située dans la cuvette accueillant le digesteur et les post-digesteurs. En cas de rupture d'un réservoir, l'installation de secours pourrait-être impactée.

Compte-tenu de la date de mise en service des installations, la disposition est applicable depuis le 1er janvier 2023.

Toutefois, en séance, l'exploitant présente le projet de modification relatif à la méthode de valorisation du biogaz (passage en injection gaz dans le réseau). Dans ce projet, l'exploitant précise que les installations de secours seront déplacées en partie haute des installations afin d'être préservées en cas de rupture de réservoirs.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 2 mois
--------------------------------

**N° 4 : Surveillance du procédé**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 24
--

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et alarme
--

**Prescription contrôlée :**

Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

« Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :

<p>« - garantir le fonctionnement stable du digesteur ;« - réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;« - prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.</p> <p>« Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <p>« - le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;« - mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;« - le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ;« - la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ;« - la quantité, la composition et la pression du biogaz ;« - les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>l'exploitant présente en séance la console de suivi de l'ensemble des paramètres en temps réel avec report d'alerte en cas de dérive. L'opérateur de la salle de commande peut intervenir en cas de nécessité sur le process afin de corriger la dérive.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Maintenance de la torchère et de ses équipements de sécurité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Programme de amintenance préventive</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) « et la prévention des émissions odorantes » est élaboré avant la mise en service de l'installation."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les documents de suivi sont présentés en séance notamment concernant la vérification et la maintenance de la torchère et du groupe électrogène associé.</p> <p>La fréquence de contrôle est mensuelle. Les éventuelles actions correctives sont reportées sur les documents.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>